

## **LE SILENCE DE LA GAUCHE INTELLECTUELLE FRANÇAISE SUR LA CRISE MORALE DU MARXISME CRITIQUE SERBE (1963–1968)**

### **Résumé**

---

*Dans les années 1960, alors que la social-démocratie européenne accorde une attention soutenue à l'expérience autogestionnaire yougoslave et au pendant géopolitique de la « troisième voie » que constitue le non alignement, les intellectuels de gauche français fréquentent assidûment le séminaire d'été de Korčula et la rédaction de la revue Praxis. Ils sont impressionnés par l'antistalinisme yougoslave et tout particulièrement par ce marxisme critique ayant renoué avec l'idéalisme utopique du Marx jeune. Emprunt de « socialisme à visage humain », cet « humanisme marxiste » hisse la philosophie marxiste yougoslave au rang d'objet intellectuel insolite digne d'un engouement international indiscutable, notamment sensible chez les Français, comme Henri Lefebvre, Serge Mallet ou Lucien Goldmann. Ils sont unanimes à considérer que le marxisme humaniste yougoslave allie l'utopie idéaliste allemande de Kant et l'espoir de l'émancipation humaine d'Ernst Bloch. Cette contribution se propose d'identifier les spécificités du marxisme critique yougoslave, qui ont tant plu aux intellectuels de gauche français.*

**Mots clés:** *la gauche, l'intellectuelle française, le marxisme, l'autogestionnaire, la Yougoslavie, Serbie.*

---

Lorsqu'on s'intéresse aux relations entre les intellectuels de gauche français et la Yougoslavie socialiste de Tito<sup>1</sup>, on s'aperçoit que les thèmes de l'autogestion, du non alignement et de la culture socialiste couvrent l'essentiel des sujets. En y regardant de plus près, on observe que la circulation des idées, les transferts, les syncrétismes, métissages et autres hybridations emportent l'attention de la plupart des chercheurs. On accorde beaucoup plus rarement ses faveurs aux malentendus, aux méconnaissances et aux incompréhensions.

Le « marxisme humaniste », aussi appelé « marxisme critique », auquel donne naissance le groupe *praxis*, du nom éponyme de la revue de Zagreb (1964-1974), est sans doute le courant de pensée yougoslave de l'après-Seconde Guerre mondiale le plus connu internationalement pour sa production philosophique et sociologique, et en même temps celui dont on maîtrise le moins bien les inflexions politiques de ses membres, lorsqu'il ne s'agit pas, du moins en apparence, de revirements complets. Derrière l'unité apparente du groupe *praxis* que croit percevoir la gauche européenne lorsqu'elle fait son « voyage de Yougoslavie », notamment à l'occasion des séminaires d'été de Korčula (1963-1974), se cachent en effet déjà des fissures et des mésententes, qui compromettent l'avenir de ce « socialisme dyonisiaque » qu'évoque Henri Lefebvre<sup>2</sup>, au moment même où il est au zénith de sa notoriété internationale. Il est divisé sur des questions aussi essentielles que l'ampleur à donner à la décentralisation autogestionnaire, la place de l'État ou le niveau de fédéralisation de la communauté yougoslave. La question nationale ne manque pas d'affecter la cohérence et l'unité de cet « intellectuel collectif ». <sup>3</sup> Tout cela passe inaperçu aux yeux des intellectuels de gauche occidentaux, tout autant que la déception profonde que causent aux « praxistes » les échecs des

---

<sup>1</sup> Frank Georgi, *L'autogestion en chantier : les gauches françaises et le « modèle » yougoslave (1948–1981)*, Nancy, Éd. Arbre bleu, 2018.

<sup>2</sup> Milan Kangrga, *Izvan povijesnog događanja : dokumenti jednog vremena*, Split, Feral Tribune, 1997, p. 287.

<sup>3</sup> Sacha Markovic, *Les intellectuels marxistes humanistes de Serbie : entre socialisme et nationalisme : aux origines intellectuelles et culturelles des transitions yougoslaves*, thèse de doctorat dirigée par Jean-Charles Szurek, Université Paris Nanterre, novembre 2017.

mouvements étudiant et ouvrier du « Printemps de Belgrade » de juin 1968, parce qu'ils se sont révélés incapables de constituer le moteur d'une véritable révolution autogestionnaire<sup>4</sup>. Pourtant, les grands noms que sont Lucien Goldmann ou Henri Lefebvre, les trotskistes d'Ernest Mandel, les anarchistes de Daniel Guérin et les libres penseurs de Pierre Naville fréquentent Korčula, sinon lisent la version internationale de *Praxis*, de même que les collaborateurs ou anciens rédacteurs des revues françaises *Arguments* (Edgar Morin, Roland Barthes, Jean Duvignaud, Colette Audry, Dionys Mascolo, Serge Mallet, François Fejtö, Pierre Fougeyrolas, Kostas Axelos), qui cessa d'exister en 1962, et *Socialisme ou barbarie* (Cornelius Castoriadis et Claude Lefort), qui fut dissoute en 1967, sans oublier Annie Kriegel.

Lorsque le « rideau de fer » disparaît en 1989, rares sont les intellectuels occidentaux qui comprennent qu'il ne s'agit pas seulement d'une révolution démocratique mais aussi d'une vague nationaliste, qui connaîtra des expressions paroxystiques sur tout le territoire d'une Yougoslavie bientôt dévastée par la guerre. Les intellectuels de gauche français auront alors du mal à saisir les manifestations et les fondements d'un national-communisme enraciné dans l'expérience yougoslave, qui verra les retournements les plus inattendus se produire chez des praxistes comme Mihailo Marković, Ljubomir Tadić ou Svetozar Stojanović<sup>5</sup>. Ils ne leur pardonneront jamais. Et pourtant, les prodromes de ces mutations-transitions apparaissent dès le début des années 1960, notamment chez un intellectuel comme Dobrica Ćosić<sup>6</sup>, alors que la gauche occidentale croît à la réussite du « modèle yougoslave », en particulier pour ce qui est de la résolution de la « question nationale ».

Les historiens sont aussi des enfants de leur temps et dans le contexte post/anti-communiste des années d'après-Guerre froide, ils ont souvent exagéré le trait à propos des praxistes, soit en les faisant passer pour des dissidents, qu'ils n'étaient en aucune façon selon nous, soit en les accablant du rôle de propagandistes du

<sup>4</sup> *Ibid*, p. 509-566.

<sup>5</sup> *Ibid*, p. 412-566, 677-824.

<sup>6</sup> *Ibid*, p. 567-721.

régime titiste, ce qui mérite sans doute quelques nuances et précisions chronologiques.<sup>7</sup>

Un aspect, parmi tant d'autres, se prête parfaitement à ce qui pourrait constituer une tentative d'histoire en creux des silences, des ignorances et des incompréhensions d'une relation culturelle et intellectuelle bilatérale franco-serbe. Les intellectuels de gauche français qui par ailleurs connaissent les praxistes et fréquentent assidûment le Séminaire d'été de Korčula ne montrent aucune sensibilité explicite, dans leurs écrits du moins, à l'un des questionnements pressants qui assaillent les humanistes serbes tout particulièrement, au point de provoquer une crise intellectuelle et morale chez ces derniers<sup>8</sup>. En effet, la conviction que l'autogestion, telle qu'elle est conduite par le pouvoir titiste, favorise la résurgence des nationalismes ethniques, fait son chemin dans leur esprit, au moment même où le praxisme yougoslave atteint son acmé et accède à la notoriété internationale, dans la seconde moitié des années 1960 et au début des années 1970.

La plupart des humanistes serbes sont pris au piège d'une contradiction politico-économique qui les voit, d'un côté, soutenir avec conviction un processus de dépérissement de l'État autoritaire, omniscient et omnipotent, au profit d'une autogestion démocratique, alors que de l'autre ils redoutent l'autonomie renationalisante (au sens ethnico-national) et le libéralisme jugé si peu socialiste, qui semblent vouloir accompagner les processus de décentralisation et de transfert de compétences, processus pourtant inhérents aux principes mêmes de la révolution autogestionnaire yougoslave entamée dès 1950. Les communistes « libéraux », majoritairement slovènes et croates, rejettent quant à eux l'hypercentralisme dirigiste d'un système planifié étatiste comme contraire à l'esprit même d'une révolution-résistance conduite par une « communauté yougoslave » plurinationale. Ils considèrent bien volontiers l'émancipation économique des républiques comme un pas, certes appréciable mais très tardif et surtout insuffisant, vers la libération nationale des peuples constitutifs de la Yougoslavie, promise dès

---

<sup>7</sup> *Ibid*, p. 62–411.

<sup>8</sup> *Ibid*, p. 412–566.

1943, sinon l'Entre-deux-guerres, par le PCY comme un principe fondamental et fondateur de son idéologie humaniste libératrice.<sup>9</sup>

### Une autogestion vidée de sa substance

Chemin faisant, l'autogestion ouvrière s'est vidée de sa substance et de sa portée socio-politique démocratique directe, selon les humanistes serbes. Elle s'est muée en un processus d'émancipation politique et d'autonomisation économique par un glissement sémantique et politique qui a procédé à une nationalisation (ethnico-nationale) de l'idée même d'autogestion, alors que la plupart des humanistes serbes concevaient au contraire cette dernière comme un viatique vers l'universalisme socialiste yougoslave. Cri d'alarme ou de détresse ? Les propos prémonitoires de Ljubomir Tadić témoignent en tout cas avec force et émotion d'un terrible sentiment d'échec, omniprésent et récurrent dans les écrits humanistes de la fin des années 1960 et du début des années 1970 :

« Selon moi, la liquidation de l'« eschatologie » révolutionnaire s'est soldée par sa sécularisation erronée. En effet, il a été relativement facile de provoquer le « désenchantement » après l'exaltation *révolutionnaire et de se débarrasser de l'« idéologie » révolutionnaire, au moyen d'une realpolitik fondée sur l'« action économique nationale »*. (...) *La lutte concurrentielle (et de ce fait intolérante) pour le pouvoir économique ne pouvait que susciter une vague d'égoïsme national, c'est-à-dire un combat pour le prestige politique et culturel de sa propre nation. C'est ainsi que la perte de la foi dans l'eschatologie révolutionnaire et le renoncement de la société à se projeter dans l'avenir ont permis que leur soit substitué le « présent tangible » de l'essence nationale propre, poussée à son paroxysme. (...) Les douloureux problèmes de l'inefficacité de notre économie et de la paralysie de nos institutions fédérales ne seront jamais résolus ni par la centralisation hiérarchisée des planificateurs bureaucratiques tout-puissants ni par la décentralisation féodale des « économies nationales », qui mènent*

---

<sup>9</sup> Sacha Markovic, « Les intellectuels révolutionnaires yougoslaves de l'entre-deux-guerres », *Revue des études slaves*, LXXXIX-4 | 2018, pp. 521-534.

*une impitoyable concurrence déloyale sur les marchés nationaux et internationaux. Une contradiction évidente apparaît là aussi entre notre ouverture au monde et cette fermeture dans le cadre étriqué des frontières économiques et politiques intérieures. (...) Faut-il douter un seul instant que l'unique issue à cette crise, que l'on continue à faire passer pour une 'réforme économique', est la réintégration démocratique de la totalité des potentialités de la communauté yougoslave?»<sup>10</sup>*

Svetozar Stojanović se montre moins grandiloquent mais d'autant plus précis et explicite. Il apporte en outre une nouvelle tonalité dans la voix humaniste, de plus en plus présente chez certains d'entre eux à mesure que l'on se dirige vers la fin des années 1960 et que l'unité de la Yougoslavie autogestionnaire semble menacée, selon lui, par les particularismes nationaux et les égoïsmes sociaux des élites nationales. En effet, l'autogestion intégrale, que l'auteur appelle « autogestion très directe », ne suscite plus une adhésion aussi inconditionnelle qu'auparavant, même si l'argument de l'intégration et de la concentration technologiques, organisationnelles et financières rendues nécessaires par la modernité a toujours été omniprésent chez des auteurs comme Svetozar Stojanović ou Mihailo Marković, par exemple :

« La société [yougoslave (NdA)] d'autogestion doit être édi-  
fiée comme un système social complet. Cela signifie d'abord qu'elle  
doit intégrer toutes les composantes de la société [yougoslave  
(NdA)]. En outre, l'autogestion ne doit pas seulement s'appliquer  
isolément à chacune des composantes de cette communauté [you-  
goslave (NdA)], mais également à la société tout entière, comprise  
globalement et considérée comme une totalité. (...) Si tel n'est pas le  
cas, la soumission des processus sociaux au 'pouvoir des individus  
unis' et l'espoir de la 'libre association des producteurs' prophé-  
tisés par Marx se révéleront utopiques. (...) Sur le plan théorique,

<sup>10</sup> Ljubomir Tadić, «Da li je nacionalizam naša sudbina?», *Gledišta*, n° 7–8, 1971, pp.1054–1058. Voir aussi: Ljubomir Tadić, «Državnost ili samoupravnost», *Gledišta*, n° 3/1971, Belgrade, 1971, pp. 443–445; Budimir Košutić, «Savez država ili savezna država», *Gledišta*, n° 3/1971, Belgrade, 1971, p. 446–450; Vojislav Simović, «O prirodni federalizma i federacije», *Gledišta*, n° 7–8/1971, Belgrade, 1971, pp. 1041–1053.

une chose est claire en tout cas dès maintenant : le monopole que détiennent certains groupes isolés, même s'il se dissimule sous le manteau de l'autonomie autogestionnaire, ne peut pas présenter de caractère socialiste. La société autogestionnaire, considérée comme macrophénomène, n'est pas transposable à une échelle restreinte (...). (...) il ne faut pas confondre société autogestionnaire et groupes d'autogestion. Pour les idéologues des groupes d'autogestion, l'idéal conçu par Marx du 'travail en association libre' et de la 'libre association des producteurs' trouverait son incarnation dans des groupes complètement autonomes, sans liens qui les unissent, et même opposés les uns aux autres. (...) Une classe ouvrière *ainsi fragmentée [par la partition nationale, régionale ou entre entreprises (NdA)] fait naturellement preuve d'égoïsme et de particularisme. C'est seulement dans le cadre d'une autogestion intégrale qu'elle manifesterait son caractère social, sa solidarité et son universalisme. Seule une autogestion intégrée horizontalement et verticalement peut permettre à la classe ouvrière de devenir la force sociale prépondérante. L'existence de groupes particularistes d'autogestion renforce la puissance de l'État au lieu de l'annihiler, contrairement à ce que prétendent leurs partisans, parce qu'alors on sera toujours forcé de se tourner vers l'État pour arbitrer les conflits. (...) S'il n'existe pas de véritable communauté, quelque chose doit nécessairement en tenir lieu. L'expérience yougoslave enseigne que l'autogestion 'atomisée' peut être facilement manipulée, par l'appareil d'État ou les groupes particularistes. (...) L'illusion selon laquelle la société d'autogestion correspondrait à une décentralisation totale et la conviction naïve qu'une autogestion très directe serait réalisable, constitue l'arrière-plan théorique de cette forme particulariste d'autogestion de groupes. Conformément à cette conception, on morcèle délibérément les grands services (chemins de fer, poste, électricité, etc), et la taille des organisations et des entreprises de production est artificiellement limitée. Les unités territoriales (...) sont conçues comme des unités finies et fermées sur elles-mêmes. En évoluant, l'autonomie locale s'est ainsi transformée en autarcie locale. / L'aversion pour toute espèce de mesures et de règlements sociaux revêtant une valeur*

*générale [fédérale et universelle socialement (NdA)] est significative de ce type d'organisations, où l'on s'imagine que de telles dispositions seraient autant de menaces pour les droits des groupes autogérés. Le processus de 'dépérissement de l'État' est compris, de façon très primitive, comme la renonciation aux normes de caractère général et non comme la modification du caractère de ces normes et, par là-même, de leur contenu. (...) Cette tendance devrait se heurter aux inévitables phénomènes d'intégration et de concentration techniques et technologiques, organisationnelles et financières. Les partisans de l'étatisme exploitent habilement cette tendance pour démontrer que l'autogestion est un obstacle au développement des forces de production. (...) On relève, dans notre système actuel, un dualisme évident (...) : un État fort au plan national [l'auteur, yougoslaviste, veut dire « fédéral » (NdA)] et des groupes autogérés au plan local».<sup>11</sup>*

Plus loin, il précise sa pensée :

*«Les groupes d'autogestion les plus puissants peuvent lutter pour imposer aux organes représentatifs [fédéraux (NdA)] et aux organes de l'État [fédéral (NdA)] les décisions qu'exigent leurs propres intérêts particuliers. (...) Chez nous, en Yougoslavie, l'aliénation est uniquement étudiée comme une séquelle de l'étatisme. Mais l'aliénation peut également exister à l'intérieur de la structure de l'autogestion, non seulement à cause des groupes oligarchiques mais aussi en raison de l'existence de certains groupes d'autogestion, qui agissent comme s'ils étaient des totalités. L'aliénation des produits du travail et des moyens de production peut également se produire par le truchement des groupes d'autogestion. [...] D'ailleurs, l'aliénation particulariste autogestionnaire est inséparable de son complément : l'aliénation étatique. L'aliénation et la réification vont généralement de pair : de nombreux groupes autogérés traitent les autres membres de la société, et la société dans son ensemble, comme des moyens et comme des choses. / Certains qualifient d'anarcho-libéralisme l'idéologie de l'autogestion et de la propriété de groupes qui se dissimule sous*

<sup>11</sup> Svetozar Stojanović, *Critique et avenir du socialisme*, traduit par Michel Sinueux, Paris, Éd. du Seuil, 1971 [1969], p. 131-134.

celle de l'autogestion et de la propriété sociale. Il suffit de remplacer le concept de groupe d'autogestion par celui de capitaliste pour que s'impose à nous l'analogie entre l'anarcho-libéralisme 'socialiste' et l'idéologie du capitalisme libéral. Le comportement de nombreux groupes autogérés, défendu par l'anarcho-libéralisme, évoque irrésistiblement le 'laisser-faire' du capitalisme. Si l'on en croit l'anarcho-libéralisme 'socialiste', les groupes d'autogestion n'auraient pour seul impératif que de réaliser leurs intérêts et d'augmenter leurs profits. Mais les intérêts des groupes d'autogestion coïncideraient spontanément avec ceux de la société tout entière, même s'ils se contredisent entre eux. Le marché et le profit réalisé sur ce marché refléteraient automatiquement les rapports en vigueur dans la société socialiste. Ne serait-ce pas à s'y méprendre la conception chère au capitalisme libéral de la 'main invisible' du marché, qui fait converger les intérêts concurrents ? (...) Toute forme de coordination, d'orientation et de planification sérieuse, extérieure au groupe d'autogestion, est taxée par eux d'étatisme et tout effort d'intégration sociale horizontale et verticale se voit qualifié d' 'étatisme occulte'. Toute tentative en vue d'empêcher que les groupes d'autogestion ne détournent les produits du travail social est dénoncée par les anarcho-libéraux comme une aliénation étatique des droits autogestionnaires. Tout appel lancé aux communistes [aux militants dans les républiques (NdA)] pour qu'ils dépassent cet état d'esprit particulariste mesquin est considéré par les anarcho-libéraux comme une tentative d'éloigner les communistes de la classe ouvrière [dans chaque république, en fait au sein de chaque nation (NdA)]».<sup>12</sup>

Ce passage est probablement l'un de ceux qui montrent le mieux comment et à quel point les humanistes serbes établissent un lien et une proximité presque organiques entre le socialisme libéral – officiellement désigné par l'expression « socialisme autogestionnaire de marché (avancé) ». Cette analyse revient *de facto* à proposer la notion de « national-libéral-communisme » – expression qu'ils nous suggèrent et nous laissent imaginer, sans jamais l'employer explicitement. Toute la question est de savoir si le nationalisme

<sup>12</sup> Svetozar Stojanović, *Critique et avenir du socialisme*, op. cit., pp. 137–140.

est le cheval de Troie d'une révolution libérale en marche ou si le social-libéralisme est la feuille de vigne d'un néo-nationalisme de gauche en gestation. En tout cas, les humanistes serbes apparaissent ainsi clairement comme les opposants, à la fois, de l'étatisme conservateur, du « libéralisme » pseudo-autogestionnaire et du crypto-nationalisme communiste. Ce fait ne manquera pas d'avoir des conséquences politiques sur les alliances de circonstance qui commenceront à se nouer contre les humanistes serbes, à partir de 1968. Elles auront raison de lui dans le champ politique, sans que cela ne préjuge en aucune façon du sort que Tito réserve par ailleurs aux « libéraux » et aux nationalistes du Parti.

On comprend, dans ces conditions, que l'accession à la direction des ligues communistes républicaines respectivement croate et serbe de jeunes technocrates « libéraux », faisant du recentrage sur les intérêts économiques spécifiques de leur propre région un axe majeur assumé de leur programme politique, a tout pour heurter et inquiéter les humanistes serbes. Car, à l'instar de Svetozar Stojanović, ils rejettent leur « technocratisme liberticide et antidémocratique », allant même jusqu'à remettre en cause leur conception jugée potentiellement néo-stalinienne de la modernité et de la modernisation. C'est en effet à un parallèle entre la brutalité productiviste inhumaine du « libéralisme », en l'occurrence autonomiste national, et celle du technocratisme stalinien que se livre en fait l'auteur, établissant une certaine continuité idéologique entre les deux et considérant que ni le stalinisme ni le libéralisme capitaliste nationaliste ne sont des « nécessités historiques ».<sup>13</sup>

### **Contrôle et processus de décision passés aux mains des élites locales**

En outre, sur le seul plan socio-économique, selon les humanistes serbes, le pouvoir de décision et le contrôle des « processus de production et de répartition-redistribution de l'accumulation du surproduit » est passé aux mains des cadres dirigeants, des technocrates et des banquiers locaux. Ce phénomène se produit alors

---

<sup>13</sup> Svetozar Stojanović, *Critique et avenir du socialisme*, op. cit., pp. 64–67.

même que l'État s'est maintenu, d'après eux, dans sa majesté « toute-puissante », autoritaire et contraignant dans la sphère régalienne mais beaucoup moins protecteur dans le domaine social, en particulier dans la relation de travail. Au terme de cette évolution qui se solde par le démantèlement de l'État-Providence et de l'État social, ceux qui devaient constituer le point de convergence de toutes les préoccupations socialistes, les travailleurs, sont plus que jamais des salariés subordonnés à leur employeur, pratiquement livrés à eux-mêmes dans un huit-clos oppressant, alors qu'ils sont par ailleurs fragilisés et précarisés par une « marchandisation socialiste » de l'économie. Elle oppose la « rationalité » économique à tout mouvement social et à toute revendication, chaque fois qu'elle sécrète inflation, chômage, licenciements et émigration, en attendant l'hyperinflation et les pénuries de produits de première nécessité.<sup>14</sup>

De fait, selon les humanistes serbes, la désétatisation – en réalité la défédéralisation – et la dé-yougoslavisisation ont surtout profité et profitent encore alors aux élites locales. La propriété sociale, pourtant idéologiquement considérée par le pouvoir lui-même jusqu'il y a peu encore comme la condition première de la libération politique et sociale des travailleurs, a été progressivement démantelée. Elle l'a été au profit de ce qui s'apparente objectivement à des « capitaux privés » (individuels, bancaires, financiers, commerciaux)<sup>15</sup>, donc locaux et déyougoslavisés, d'autant qu'ils échappent

<sup>14</sup> Entre 1964 et 1969, le coût moyen de la vie augmente de 15% (14% pour l'alimentation, plus de 20% pour les services, plus de 25% pour les loyers, 14% pour le chauffage et l'éclairage, près de 13% pour les transports, la poste et les télécommunications). Si les revenus nominaux moyens affichent une augmentation conséquente dans les années 1960, les salaires réels connaissent une forte chute (-22%) dans le secteur industriel par exemple, là où éclatent les grèves les plus importantes.

<sup>15</sup> Jovan Djordjević, «Protivrečnosti društvene svojine u socijalizmu», *Gledišta*, n° 11/1965, Belgrade, 1965, pp. 1465–1472; Branko Horvat, «Individualno i društveno vlasništvo u socijalizmu», *Gledišta*, n° 3/1967, Belgrade, 1967, pp. 335–348; Ivan Lavrač, «Lični rad i privatna svojina u socijalizmu», *Gledišta*, n° 6–7/1967, Belgrade, 1967, pp. 897–908; Aleksandar Bajt, «Društvena svojina – kolektivna i individualna», *Gledišta*, n° 4/1968, Belgrade, 1968, pp. 531–544; Catherine Samary parle de « désétatisation sans socialisation réelle des moyens de production » et explique qu'« une 'privatisation' croissante s'opère en substance dans l'ensemble de l'économie ». Cf. Catherine Samary, *Le marché contre*

désormais de plus en plus clairement au contrôle de l'État fédéral et des instances autogestionnaires, avec toutes les dérives politico-financières criminelles et/ou nationalistes que nous avons signalées. Catherine Samary elle-même, pourtant très modérée dans son propos général et favorablement disposée à l'endroit de l'expérimentation yougoslave d'un « socialisme de marché », souligne : « On a également évoqué les rapports de connivences réciproques des directions de banques et des pouvoirs locaux : cela pouvait conduire les institutions financières à soutenir des projets sur des critères de politique plus que rentabilité. Enfin, le démantèlement des fonds sociaux n'a pas conduit à la mise en place d'un véritable marché financier. Les banques, malgré leur droit d'opérer sur tout le territoire se sont assez fortement 'régionalisées' – ne serait-ce qu'en raison de l'importance des soutiens politiques recherchés, et des osmose locales plus faciles.<sup>16</sup> » Ces euphémismes nous explique, en réalité, que les élites locales n'ont pas attendu la fin des années 1960 pour couvrir mutuellement leurs « libertés » respectives et leurs largesses réciproques : contre obtention de crédits pour financer leurs projets locaux, les « barons rouges » utilisent leur poids politique et le trafic d'influence pour protéger les banques et les entreprises locales quand elles se montrent peu regardantes sur le respect des règles régissant l'investissement, le financement, le crédit, les liquidités, etc.<sup>17</sup> Cette connivence élitaire et nationale est évidemment à la fois révélatrice et vectrice de l'émiettement et de l'autogestion ouvrière et de la Fédération yougoslave. Concrètement, les seuls secteurs, branches et segments de l'économie fédérale qui ne subissent pas l'effet hautement corrosif de ces mécanismes sont ceux qui offrent un profit financier conséquent et immédiat : la production automobile, l'infrastructure routière, les transports maritime et aérien. En revanche, les comportements affairistes des

---

*l'autogestion. L'expérience yougoslave*, Paris, Montreuil, Publisud, La Brèche, 1988, pp. 192–199, 206–210.

<sup>16</sup> Catherine Samary, *Le marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave*, op. cit., p. 197.

<sup>17</sup> Sacha Markovic, « De la détente à l'entente (1966-1969), des relations franco-yougoslaves restaurées ? », *Српска политичка мисао – посебно издање* 2/2022, str. 59-81.

élites locales nationales sont un frein puissant à tous les chantiers et projets stratégiques fédéraux (les infrastructures de transport en général, ferroviaire en particulier, de communication, d'extraction, par exemple) susceptibles de permettre une meilleure intégration yougoslave et une plus grande souveraineté économique, un développement global et un aménagement du territoire raisonné de la Fédération, pensée comme une entité économique unique, mue par un intérêt économique commun. Ce système génère cloisonnement, segmentation et atomisation de l'espace économique fédéral, donc de la Yougoslavie politique et du sentiment yougoslave, lorsqu'il ne dégénère pas en absurdités économiques, comme le développement de pôles industriels identiques dans plusieurs régions faisant doublon et provoquant une surcapacité dans certains domaines de production, alors que d'autres sont délaissés ou négligés, hors de toute cohérence et rationalité économique. Et ce d'autant que le pays s'est privé de structures institutionnelles pour opérer les grands choix et maîtriser les équilibres d'ensemble, bien avant la fin des années 1980, où l'on sera réduit à constater *post festum* la déliquescence intégrale – sans jeu de mots facile – de la Fédération (économique, sociale, politique, institutionnelle).

Ainsi, un véritable fossé d'incompréhensions et de dissemblances se creuse alors entre les humanistes serbes et les « libéraux » qui, à l'inverse, restent très incrédules et sceptiques face à ce qu'ils considèrent être des défiances révoltées, des méfiances désabusées et des réticences outrées. Ils estiment au contraire que le socialisme autogestionnaire est suffisamment installé dans une maturité rassurante qui ne laisse augurer d'aucun retour possible vers un système productif générateur de relations d'exploitation, d'injustices sociales et d'oppression des travailleurs. L'autogestion ainsi décentralisée et même le travail individuel couplé à une propriété, des capitaux et des moyens de production privés constituent, à leurs yeux, une forme d'autogestion véritablement socialiste, voire même l'expression achevée d'un « socialisme associatif » pétri de démocratie sociale directe, dans la mesure où ils sont débarassés de toute relation d'exploitation salariale de type «

capitaliste bourgeois ».<sup>18</sup> La complexification des processus de production et de gestion au sein des entreprises ne fera qu'accroître l'éloignement entre les positions respectives des uns et des autres.

À partir de la fin des années 1960, en effet, la gestion des entreprises se professionnalise et se technocratise. *De facto*, la participation des ouvriers aux décisions de l'entreprise se fait de moins en moins effective, laissant quasiment place nette aux directeurs et aux cadres<sup>19</sup>. Alors que l'« Assemblée générale des travailleurs » devient progressivement une coquille vide sans pouvoir, les conseils ouvriers se vident de leurs ouvriers dont la part a décliné de presque 10% en dix ans – passant de 76% à 67% entre 1960 et 1970. Cette baisse intervient alors même que la LCY enregistre une déclin historique plus que préoccupante de ses adhérents, en particulier chez les paysans et les ouvriers. Les humanistes commencent à se déchirer à propos de la place respective qu'il faut accorder à l'autogestion et au marché. Certains d'entre eux n'hésitent pas à reléguer désormais l'autogestion à la seule phase exclusive du décollage économique et préfèrent confier les commandes de l'économie « socialiste de marché avancée » à des experts. Ceux-ci leur semblent être les seuls capables selon eux de maîtriser les enjeux et la complexité de la technologie, de l'entreprise et, plus généralement, de la sphère économique modernes, alors que les subtilités

<sup>18</sup> Aleksandar Bajt, «Društvena svojina – kolektivna i individualna», *op. cit.*, p. 540; Branko Horvat, *An Essay on Yugoslav Society*, New York, IASP, 1969, pp. 21–27.

<sup>19</sup> Catherine Samary résume ainsi la situation : « L'orientation de l'accumulation et la politique financière de l'entreprise étaient décidées en substance par les équipes de direction, plus ou moins formellement ratifiées par les Assemblées Générales auxquelles les experts présentaient un monceau de documents techniques. De vraies difficultés contribuaient à étouffer l'autogestion sur le plan institutionnel et socio-économique. Josip Županov et bien d'autres sociologues yougoslaves ont évoqué notamment cette 'marée de règlements qui impose aux organismes économiques un énorme travail de paperasserie et des dépenses élevées'. Les fréquentes modifications juridiques (...) dont le sens échappait aux principaux intéressés, n'ont rien facilité. (...) La dimension des entreprises, les processus de fusion/ absorption dans cette période, ont favorisé l'émancipation des équipes de direction. Les nouveaux comités d'affaire n'ont parfois été composés que de directeurs et de cadres. » Cf. Catherine Samary, *Le marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave*, *op. cit.*, p. 203.

scientifiques, techniques, financières, bancaires, managériales sont devenues inaccessibles au commun des mortels.

### **La montée en puissance des nationalismes économiques**

Il est indéniable cependant que le sujet d'inquiétude majeur des humanistes serbes, dans la sphère socio-économique, est certainement la montée en puissance de ce que l'on pourrait appeler les nationalismes économiques des peuples yougoslaves. Les réformes économiques des années 1960 avaient donné aux humanistes serbes de gauche le sentiment que le régime cherchait à infléchir sa politique dans un sens très libéral qui, de fait, avantageait les Républiques occidentales, plus riches, de Slovénie et de Croatie. Les responsables politiques des Républiques de l'est du pays – les plus pauvres – n'hésitent pas, quant à eux, à considérer ces réformes comme très défavorables aux régions les moins développées économiquement, lorsqu'ils ne les perçoivent pas comme discriminatoires. Ils exigent de ce fait, à partir de la fin de l'année 1968, des mesures compensatoires et cherchant à s'opposer systématiquement à toutes les propositions (essentiellement slovènes et croates) qui tendent à accentuer l'évolution libérale marchande, notamment dans les secteurs de la banque et du commerce extérieur. Cet affrontement «nationaliste économique» prend rapidement de l'ampleur et finit par provoquer une véritable paralysie institutionnelle, dans un pays devenant quasiment confédéral où la décision politique est de plus en plus fréquemment entravée par le droit de veto des Républiques, qu'elles soient d'ailleurs riches ou pauvres, selon le sujet à l'ordre du jour, les intérêts en jeu et les orientations visées. Cette tendance générale est parfaitement illustrée par deux exemples emblématiques qui cristallisent alors les tensions : le projet avorté d'autoroute slovène et les revendications du secteur financier croate.<sup>20</sup>

Lorsqu'à la fin des années 1960 le gouvernement slovène décide de demander un prêt à la Banque mondiale pour financer une autoroute qui relierait Ljubljana aux frontières italienne et

<sup>20</sup> Catherine Samary, *op. cit.*, p. 180–184, 218–225.

autrichienne, afin de favoriser le commerce extérieur yougoslave avec les riches voisins de l'Ouest, les Républiques de l'est s'en émeuvent durant l'été 1969. Elles choisissent de ne retenir de ce projet que sa dimension, selon elles, anti-yougoslave et localiste, dans la mesure où ce dernier se retrouve en concurrence budgétaire directe avec d'autres projets d'autoroutes reliant les différentes régions yougoslaves<sup>21</sup>. L'entreprise slovène est ainsi marquée du sceau infamant de l'égoïsme national et de l'occidentalisme. Ce sentiment anti-slovène ira crescendo avec le temps et laissera bon nombre de Yougoslaves de l'est convaincus que «ces Autrichiens de langue slave» préféreraient des relations renforcées avec l'Europe occidentale à la solidarité interyougoslave et à la consolidation de l'intégration économique du pays. Elle se solde par une crise majeure au sein du Parlement fédéral qui ne parvient pas à en venir à bout, obligeant ainsi Tito à intervenir pour faire plier le gouvernement slovène qui évite de justesse une chute humiliante. Précisément parce que la tentative slovène est en accord parfait avec l'esprit, les principes et les mécanismes libéraux marchands mis en place par la réforme économique du régime, les humanistes serbes ne peuvent la comprendre autrement que comme l'illustration parfaite de leurs analyses. Tout se passe en effet comme dans leurs pires prévisions politiques, lorsqu'ils mettaient en garde contre une décentralisation atomisante et nationalisante qui désignerait le chef charismatique comme l'unique et ultime recours face à la toute-puissance des satrapes, tuant ainsi dans l'œuf la démocratie socialiste autogestionnaire. La Slovénie, quant à elle, sort de cet épisode avec le sentiment amer que ses initiatives sont bridées, son dynamisme entravé et son avenir compromis par le retard économique des autres Yougoslaves, alors même qu'elle considère qu'il s'agissait d'optimiser le plus rationnellement possible un crédit international obtenu pour la Yougoslavie et dans son intérêt général, pour le bien commun de tous les Yougoslaves. Le nationalisme économique commence ainsi à diffuser son venin délétère à la

---

<sup>21</sup> Sur cette « affaire de l'autoroute » [„cestnaafera“], voir : Dženita Sarač-Rujanac, «Rasprave o nacionalnom i religijskom identitu u 'Sveskama' Instituta za proučavanje nacionalnih odnosa 1983–1990», *Prilozi*, n° 41/2012, Sarajevo, 2012, pp. 147–183; Igor Omerza, *Cestnaafera*, Ljubljana, Magellan, 1989.

fin des années 1960, suggérant aux Slovènes qu'il est peut-être de leur intérêt d'envisager précisément le repli économique et un développement séparé plus en adéquation avec leur structure, leurs moyens et leur modèle socio-économiques propres. Quoi qu'il en soit, la blessure et le ressentiment sont suffisamment importants pour qu'une manifestation ait lieu à Ljubljana et que le Premier ministre slovène, Stane Kavčič, oppose une protestation officielle aux autorités fédérales.

Le contentieux entre la Croatie et les républiques moins développées, portant sur une décentralisation plus poussée de la gestion des banques et des devises au profit des républiques riches, va s'avérer plus profond et en même temps teinté d'un nationalisme et d'un anti-yougoslavisme ressentis par les humanistes serbes et les Yougoslaves de l'est comme beaucoup plus marqué. Certains responsables politiques (Vladimir Bakarić, Savka Dabčević-Kučar, Marko Tripalo) et des intellectuels croates (surtout parmi les économistes de sensibilité nationaliste comme par exemple Sime Đodan) exigent, en effet, de garder dans la région et de pouvoir contrôler une part plus importante du produit intérieur républicain – alors même que la réforme autogestionnaire autorise en fait les entreprises à gérer directement une part plus importante de leurs fonds propres, hors de toutes considérations nationales ou territoriales. Ils critiquent sévèrement les ponctions fédérales destinées à la redistribution en faveur des régions moins développées. Dans la mesure où les institutions fédérales siègent hors de Croatie, en fait pour la plupart à Belgrade, en Serbie, l'affaire prend rapidement une tournure nationaliste. Même si Belgrade la fédérale ne se confond pas avec la capitale de la Serbie, l'amalgame est manifestement trop tentant et les milieux nationalistes croates ont beau jeu de souligner qu'on prive le peuple croate des fruits de son travail pour que des bureaucrates serbes, tapis dans l'ombre des comités de crédit de leurs banques fédérales, accaparent les richesses des entreprises croates et le pouvoir de décision, y compris lorsqu'il s'agit de décisions économiques stratégiques (par exemple, les investissements à long terme) qui engagent l'avenir de la Croatie. Le même raisonnement est tenu pour les devises issues principalement du tourisme

en Dalmatie et en Istrie. Les responsables croates estiment que 46% de ces dernières devaient rester en Croatie et échapper au prélèvement fédéral des fameux « quotas de devises ». Pourtant, ces quotas de rétention limitaient ce volume à 7%, le reste étant centralisé à Belgrade et utilisé pour les importations yougoslaves, en principe, en fonction des besoins du pays tout entier, sachant que 40% des devises durement gagnées par le pays l'étaient par les entreprises croates. L'économiste croate Sime Đodan va même jusqu'à parler d'une véritable « exploitation de la Croatie » par la Yougoslavie, plus écrasante et inique en cette fin des années 1960 qu'elle ne l'a été pendant l'Entre-deux-guerres.

On comprend aisément le caractère éminemment troublant, sinon destructeur, d'une telle polémique sur le sentiment yougoslave et la conviction autogestionnaire, surtout lorsqu'on doute déjà de la compatibilité entre unité yougoslave et socialisme autogestionnaire démocratique d'un côté, décentralisation autonomiste et libéralisme marchand de l'autre. De nouveau, les mécanismes, les principes et la logique de la réforme révèlent et exacerbent à la fois les clivages nationaux, au grand dam des humanistes serbes. Un débat fédéral eût pu porter sur les principes et les modes de prélèvement, de gestion et d'allocation des fonds fédéraux d'aide au développement des sous-régions intra-républicaines défavorisées, afin que les aides ne soient pas allouées aux républiques, qui en disposent ensuite à leur aise, mais à des sous-régions précises, en respectant une échelle géographique plus pertinente et plus proche des besoins réels. Ce dispositif se serait également appliqué aux zones défavorisées croates, puisque certaines d'entre elles étaient moins développées que certaines régions serbes. Mais le nationalisme faisant son œuvre, il biaise totalement une discussion qui tourne à l'affrontement entre les « Républiques riches » et les « Républiques pauvres », ces dernières ne manquant pas de rappeler avec hostilité qu'elles produisent à bas coût des matières premières et énergétiques qui irriguent des industries slovènes et croates bien heureuses de ne pas avoir à les acheter au prix du marché international. De même, leurs gouvernements rappellent que les peuples yougoslaves de l'est constituent un bassin de consommation quasi captif pour des produits slovènes et croates qui ne seraient pas

concurrentiels sur ce même marché international, dont par ailleurs ils n'approchent pas les standards de qualité. C'est très exactement ce qu'exprime explicitement la résolution très connue votée par la Ligue des communistes de Bosnie-Herzégovine à la fin de l'année 1968, qui réclame des « compensations pour les effets défavorables du marché unique en Yougoslavie »<sup>22</sup>.

Le nationalisme économique n'est pourtant qu'un des aspects de ce qu'il convient d'appeler une résurgence tonitruante du sentiment identitaire national dans la Yougoslavie titiste des années 1960. La question culturelle et les réformes constitutionnelles successives constituent alors des motifs d'inquiétude et de doute tout aussi prégnants pour les humanistes serbes<sup>23</sup>. Même si elles constituent des avatars de l'autogestion à leurs yeux, elles ne peuvent trouver leur place dans notre propos, du fait des contraintes éditoriales.

## Conclusion

Alors, pourquoi ce silence, du moins jusqu'à la répression titiste des « printemps yougoslaves », à la fin des années 1960 et au début des années 1970?<sup>24</sup> Quelques hypothèses de travail viennent à l'esprit. Les humanistes serbes sont certainement restés relativement discrets dans leurs échanges internationaux avec leurs interlocuteurs français sur une expérience indicible au moment où le titisme séduisait le socialisme européen par son autogestion et son non alignement. Il était en outre difficile de partager les désillusions d'autogestionnaires révolutionnaires confrontés à un communisme d'État avec des intellectuels de gauche occidentaux essentiellement préoccupés par les aspects théoriques de l' « expérience yougoslave », surtout pour évoquer cette maladie honteuse du nationalisme. Comble de l'hérésie, ç'eût été pour dire qu'elle était peut-être le fruit amer de l'autogestion et non pas seulement le vestige d'une société honnie et vaincue. Le marxisme critique yougoslave était né avec

---

<sup>22</sup> Catherine Samary, *op. cit.*, pp. 220–223.

<sup>23</sup> Sacha Markovic, *Les intellectuels marxistes humanistes de Serbie, op. cit.*, pp. 432–508.

<sup>24</sup> *Ibid*, p. 434–446, 509–566.

l'anti-stalinisme de 1948-1950, son expression pratique serbe se muait en anti-titisme à la fin des années 1960. Le « *yugoslav way of live* » faisait encore illusion à Paris, la réalité laissait beaucoup plus perplexe à Belgrade. Question de lisibilité, de perception, de représentation... et de propagande, sans doute. Plus prosaïquement, la contestation ne dispose pas, à l'instar du pouvoir, d'une « machine de guerre médiatique » – *agitprop* en d'autres temps – pour diffuser ses idées et la revue *Praxis* ou le Séminaire d'été de Korčula n'y suffisent pas, d'autant que leur financement dépend du bon vouloir de l'administration et du fait du prince.

Il faut ajouter à cela que l'image des marxistes critiques est ambiguë et brouillée par une identité politique trouble, difficile à déchiffrer depuis l'extérieur. Longtemps « hussards noirs » de la république titiste antistalinienne et autogestionnaire, fer de lance d'une « culture socialiste yougoslave » aux ambitions messianiques universelles, ces « intellectuels organiques » se mettent à flirter avec la dissidence, lorsque le désenchantement les assaille et les fait vaciller, parfois jusqu'au doute irrémédiable. Pour les uns, il prendra le visage d'un nationalisme défensif désabusé, à l'instar de Ćosić ; pour d'autres, il se vêtira des oripeaux d'un pluripartisme mal taillé, sans grand rapport avec la démocratie directe un temps rêvée. Tout ce qui faisait l'attrait du « modèle yougoslave » pose désormais question aux humanistes serbes, terrorisés par le risque d'une dissolution de la fédération et d'une compromission des acquis de la révolution : la décentralisation, la désétatisation, la démocratisation autogestionnaire (directe) posent désormais question. Même la modernité semble interroger la pertinence de l'autogestion et remettre en cause son adéquation avec les progrès technologiques et la complexité organisationnelle, assoiffés d'expertise et de hautes qualifications. Pour Ljubomir Tadić, les faiblesses du modèle autogestionnaire deviennent même les meilleurs alliés et le socle de légitimité de l'intercession du chef charismatique providentiel.

C'est finalement « le printemps belgradois » de juin 1968 qui donnera *ex post* une certaine cohérence idéologique au marxisme critique serbe et l'absoudra de ses pêchés hérétiques par l'onction dissidente. Il n'est pas évident que cela ait facilité la compréhension de l'humanisme serbe par la gauche intellectuelle française.

**Bibliographie**

Georgi Frank, *L'autogestion en chantier : les gauches françaises et le « modèle » yougoslave (1948-1981)*, Nancy, Éd. Arbre bleu, 2018.

Horvat Branko, *An Essay on Yugoslav Society*, New York, IASP, 1969.

Kangrga Milan, *Izvan povijesnog događanja : dokumenti jednog vremena*, Split, Feral Tribune, 1997.

Markovic Sacha, *Les intellectuels marxistes humanistes de Serbie : entre socialisme et nationalisme : aux origines intellectuelles et culturelles des transitions yougoslaves*, thèse de doctorat dirigée par Jean-Charles Szurek, Université Paris Nanterre, novembre 2017.

Markovic Sacha, “Les intellectuels révolutionnaires yougoslaves de l’entre-deux-guerres”, *Revue des études slaves*, LXXXIX-4 | 2018, pp. 521-534.

<https://doi.org/10.4000/res.2273>

Markovic Sacha, “De la détente à l’entente (1966-1969), des relations franco-yougoslaves restaurées?”, *Српска политичка мисао - посебно издање 2/2022*, str. 59-81.

<https://doi.org/10.22182/spm.specijal22022.3>

Samary Catherine, *Le marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave*, Paris, Montreuil, Publisud, La Brèche, 1988.

Košutić Budimir, “Savez država ili savezna država”, *Gledišta*, n° 3/1971, Belgrade, 1971.

Simović Vojislav, “O prirodi federalizma i federacije”, *Gledišta*, n° 7-8/1971, Belgrade, 1971, p. 1041-1053.

Stojanović Svetozar, *Critique et avenir du socialisme*, traduit par Michel Sinieux, Paris, Éd. du Seuil, 1971.

Tadić Ljubomir, “Državnost ili samoupravnost”, *Gledišta*, n° 3/1971, Belgrade, 1971, p. 443-445.

Tadić Ljubomir, “Da li je nacionalizam naša sudbina?”, *Gledišta*, n° 7-8, 1971, p.1054-1058.

## **Summary**

### **THE SILENCE OF THE FRENCH LEFT ABOUT THE MORAL CRISIS OF THE SERBIAN CRITICAL MARXISM (1963–1968)**

At the end of the eighties, Yugoslavia is already quite far ahead with its desintegration process. This latter comes to light and forecasts a probable flight of violence. It also has in store many outward surprises as the presence of learned serbian marxist intellectuals by the side of Slobodan Milošević. Ljubomir Tadić, Mihailo Marković or Svetozar Stojanović, for instance, were among the more eminent figures of the yugoslav communism in the sixties and seventies. At first sight, this evolution takes place in the general upheavals that break out in Eastern Europe, during the liberal transition on the occasion of the communist collapse. The yugoslav decomposition and the individual mutations seem to be the result of a global transition process, territorial, political and socioeconomic at once, that takes the whole “Other Europe” at a glance. Thus, the serbian elites would just have experience a process of “conversion” to “liberalism” and the country would have been subjected to structural transformations because of the Tito’s regime collapse. However, the uncommon nature of the yugoslav self-management experience induces us to question the past of a country which went through many political and socioeconomic transitions, a good while before the eighties ones. These last-mentioned are able to explain the emergence of an exclusive nationalism, which has its source upstream from the eighties. This feature article intends to analyse one aspect of the intellectual and cultural origins of the final yugoslav divisions by studying how self-management can induce nationalism, according to the humanist marxists of the University of Belgrade. In spite of their numerous contacts with the praxists, french left intellectuals didn’t comment at all this moral crisis among the intellectual cercles of Belgrade in the

seventies by the sixties. It seemed to be interesting to understand why it was so difficult to the western socialism to grasp this feeling of faintness or to admit it and think about. This diving in the communist past of Serbians reveals that neither the World War II nor the eastern communism collapse are the only historical matrix of the rise of nationalism in Yugoslavia.

**Key words:** left, French intellectual, Marxism, self-government, Yugoslavia, Serbia.

---

**САЖЕТАК**

---

**ЋУТАЊЕ ФРАНЦУСКЕ ИНТЕЛЕКТУАЛНЕ  
ЛЕВИЦЕ О МОРАЛНОЈ КРИЗИ СРПСКОГ  
КРИТИЧКОГ МАРКСИЗМА (1963-1968)**

Крајем осамдесетих Југославија је већ доста напредовала у дезинтеграционим процесима. Ово последње долази до изражаја кроз „бег у насиље“. Такође, постоје многа спољна изненађења као што је присуство учених српских марксистичких интелектуалаца поред Слободана Милошевића. Љубомир Тадић, Михаило Марковић или Светозар Стојановић, на пример, били су међу најеминентнијим личностима југословенског комунизма шездесетих и седамдесетих година. На први поглед, ова еволуција се одвија у складу са општим претвратима који се дешавају у Источној Европи током либералне транзиције поводом слома комунизма. Југословенски распад и индивидуалне мутације као да су резултат глобалног процеса транзиције, територијалног, политичког и социоекономског, који на први поглед преузима целу „Другу Европу“. Тако посматрано, српске елите би доживеле процес „конверзије“ у „либерализам“ и земља би била подвргнута структурним трансформацијама услед слома Титовог режима. Међутим, необична природа југословенског самоуправног искуства наводи нас да преиспитамо прошлост земље која је прошла кроз многе политичке и друштвено-економске транзиције, доста пре осамдесетих. Ови последњи су у стању да објасне настанак ексклузивног национализма, који има своје изворе „узводно“ од осамдесетих. Овај текст има за циљ да анализира један аспект интелектуалног и културног порекла коначних југословенских подела проучавајући како самоуправљање може да изазове национализам према учењу хуманистичких марксиста са београдског Универзитета. И поред бројних контаката са практичарима, француски леви интелектуалци уопште

нису коментарисали ову моралну кризу која се дешавала у интелектуалним круговима Београда седамдесетих и осамдесетих година. Интересантно је да се покуша разумети зашто је западном социјализму било тако тешко да схвати овај осећај слабости или да га призна и размисли. Ово зарађење у комунистичку прошлост Срба открива да ни Други светски рат ни слом источног комунизма нису једина историјска матрица која је довела до успона национализма у Југославији.

**Кључне речи:** левица, француски интелектуалац, марксизам, самоуправа, Југославија, Србија.

---